

Numéro	Objet
058/2025	Sollicitation d'une subvention au CD13_soutien au fonctionnement de la crèche La Cabriole

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le 12/12/2025 Date 12/12/2025 Nomenclature  
ID : 013-211300363-20251211-25\_CM\_058-DE



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

### Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
Présents : **19**  
Procurations : **6**  
Votes : **25**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **vingt-huit octobre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.  
Date de la convocation : **22 octobre 2025**

**OBJET : Sollicitation d'une subvention au Département au titre du soutien au fonctionnement de la crèche La Cabriole 2026**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux :** GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

#### Résultat du vote :

Pour : **25**  
Contre : **0**  
Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés :** MISTRAL Christiane, représentée par POURTIER Yvette, AMAT Bruno représenté par BARAT Michel, AMIARD Ludivine représentée par NIETO Corinne, JULLIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par LIBOUREL Vincent, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par HOUDIN Florence.

**Absent excusé :** ROSELLO Louis, PERRIN Christine.

Le Département des Bouches-du-Rhône apporte un soutien au fonctionnement de la Crèche Communale « La Cabriole » gérée par Délégation de Service Public.

Ce soutien financier est attribué en fonction du nombre de places agréées et représente une aide de **220 €** par berceau.

La crèche « **la Cabriole** » étant agréée pour **31** berceaux, l'aide départementale pour cet équipement représente donc **6 820 €**.

La date limite du dépôt de cette demande est le **15 janvier 2026**.

Il convient donc de solliciter cette aide auprès des services du Département.

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Solliciter** un financement du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône au titre du soutien aux crèches pour La Crèche « **La Cabriole** », gérée par Délégation de service public confiée à La **Mutualité Française**, d'un montant de **6 820 €** pour l'année **2026** ;

**Charger** M. le Maire ou son représentant de mener toutes les démarches utiles et signer toutes les pièces nécessaires à l'obtention de l'aide sollicitée.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON

A handwritten signature in black ink, reading 'M. GAVANON', is written over a faint circular official stamp of the commune of Eyragues.

Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*